

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 30 JUILLET 1913.

Projet de loi instituant un hospice pour orphelins mâles indigents d'agents subalternes de l'État et pour les orphelins mâles indigents de la province de Namur et du canton de Perwez (Brabant) ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. MELOT.

EXPOSÉ GÉNÉRAL

MESSIEURS,

Les motifs du projet de loi qui vous est soumis ont été parfaitement exposés par le Gouvernement.

Un haut fonctionnaire du Département des Chemins de fer, M. Denamur, mort le 8 juillet 1908, a chargé son légataire universel de remettre à l'État et aux provinces de Namur et de Brabant les deux tiers de ses biens mobiliers, soit un capital de seize cent mille francs environ. Ce legs est fait en vue de créer un orphelinat pour les orphelins des agents subalternes indigents du département des chemins de fer, postes, télégraphes et marine, ainsi que pour les orphelins indigents de la province de Namur et du canton de Perwez.

Le service public de la bienfaisance n'étant confié ni à l'État, ni aux provinces, mais étant organisé par commune; les commissions hospitalières n'ayant d'autre part compétence que pour le service de l'hospitalisation des communes où elles sont constituées, il en résulte que ni l'État, ni les provinces, ni aucune commune ne sont, dans l'état actuel de notre législation, aptes à recueillir le legs de M. Denamur.

D'accord avec le légataire universel M. Wittman, le Gouvernement a trouvé une heureuse solution qui lui a sans doute été suggérée par les paroles que Rogier prononçait au Sénat, le 24 mai 1859, dans la discussion de la loi communale.

(1) Projet de loi, n° 259.

(2) La Commission, présidée par M. de Lalieux, était composée de MM. De Bue, Giroul, Mabille, Melot, Royer, Vandepierre, Visart de Bocarmé, Warocqué.

Le Gouvernement vous propose de créer un organisme spécial apte à recueillir le legs de M. Denamur et de le doter de la personnification civile.

Le discours de Rogier, que l'exposé des motifs reproduit, est comme la justification anticipée de ce projet.

C'est à l'unanimité moins une voix que votre Commission en a adopté le principe.

*
* *

Au cours de ses travaux, elle a été saisie d'une réclamation qui lui était adressée par trois sœurs du défunt ses héritières légales.

Les signataires exposent qu'elles sont dans une situation peu aisée, même difficile; qu'elles ont charge de famille; que leur conduite et leur honorabilité sont à l'abri de tout reproche et qu'elles avaient demandé au Gouvernement, dans le courant de l'année 1909, la réduction à leur profit des legs faits aux pouvoirs publics. Aucune suite n'a été donnée à cette requête. Aujourd'hui, le legs étant caduc faute d'une personne civile capable de le recevoir, elles s'adressent au Parlement et en particulier à la Commission, les priant de surseoir à l'examen définitif du projet jusqu'après décision de l'administration.

Votre Commission a estimé qu'elle ne pouvait satisfaire à cette demande. Le Gouvernement propose au Parlement une loi dont l'objet n'est pas d'accepter ou de refuser la libéralité de M. Denamur, mais simplement de créer un organisme apte à la recevoir.

C'est à la Commission chargée de diriger l'institution nouvelle qu'il appartiendra, après avis des députations permanentes de Namur et de Brabant et sous l'approbation du Roi, d'accepter le capital légué. (Art. 3 du projet de loi.)

Il est à remarquer d'ailleurs que les signataires de la requête sont expressément exclus de la succession par le testateur lui-même, dont le testament porte : « J'exclus formellement de ma succession tous mes héritiers légaux » non dénommés aux présentes — c'est le cas des signataires — « ainsi » que tous ceux de mes héritiers et légataires qui, par une réclamation » administrative ou judiciaire, tenteraient de s'opposer à l'exécution entière » de mon présent testament. »

Quant à la validité de l'institution même de M. Wittman, « en qualité de légataire universel », validité dont les requérantes parlent incidemment pour dire qu'elles ne veulent pas la discuter, ce serait, le cas échéant, aux tribunaux qu'il appartiendrait d'en décider, la présente loi n'ayant pas à trancher la question.

*
* *

Votre Commission a demandé à M. le Ministre de la Justice certains renseignements qui lui ont été aussitôt fournis par la lettre suivante :

Bruxelles, le 16 juin 1913.

*A Monsieur Mélot, Membre de la Chambre des Représentants,
à Bruxelles.*

MONSIEUR LE RAPPORTEUR,

J'ai l'honneur de répondre à la demande de renseignements que vous m'avez adressée au nom de la Commission spéciale chargée de l'examen du projet de loi instituant un hospice pour les orphelins d'agents subalternes de l'État et les orphelins de la province de Namur et du canton de Perwez.

Les enfants quelle que soit la religion à laquelle ils appartiennent seront admis au même titre à l'orphelinat. Le Gouvernement aura à prendre, conformément à l'article 18 du projet de loi, les dispositions nécessaires pour garantir leur liberté de conscience. Toutefois, il n'est pas possible d'indiquer, dès à présent, les mesures auxquelles il conviendra de recourir, et dont mon département fera l'étude en même temps qu'il s'occupera de l'examen du mode d'organisation suivant lequel la Commission exercera ses attributions.

La Commission désire savoir ce qu'il faut entendre par l'expression d' « agents subalternes de l'État. »

Cette expression s'applique aux agents d'ordre inférieur, à l'exclusion des commis.

Comme l'orphelinat à établir sera créé au moyen des fonds provenant de la succession de M. Denamur, il ne pourra en fait, aussi longtemps qu'il ne sera pas doté de nouvelles libéralités, recueillir, en dehors d'orphelins appartenant à la province de Namur et au canton de Perwez, que des orphelins d'agents subalternes du département des chemins de fer et du département des postes, télégraphes et marine.

L'administration des chemins de fer range dans cette catégorie, les agents d'ordre inférieur ayant un traitement n'excédant pas 2,000 francs, notamment les ouvriers des chemins de fer, les machinistes et les chauffeurs, les gardes, les facteurs de station, les messagers, les agréés, etc. Le terme d' « agents subalternes » ne s'applique pas aux employés, même si leur traitement n'atteint pas 2,000 francs.

L'administration des postes, télégraphes et marine attache une signification analogue à l'expression : agents subalternes.

En disposant en faveur des orphelins « des agents subalternes indigents du département des chemins de fer, postes, télégraphes et marine », M. Denamur ne pouvait avoir en vue que les agents considérés par l'administration à laquelle il avait appartenu, comme rentrant dans la catégorie des agents subalternes.

Il serait malaisé et, selon moi, peu utile, de déterminer quelles sont les catégories d'agents des divers services de l'État auxquelles peut être attribué

la qualification d'agents subalternes. Le Ministre à qui il appartient, en vertu de l'article 15 du projet de loi, de statuer sur l'admission des orphelins, aura à apprécier dans chaque cas, en tenant compte des usages ou des règles suivis par l'administration dont faisait partie le père de l'orphelin présenté, si cet agent pouvait ou non être considéré comme subalterne.

La Commission s'est demandé s'il ne conviendrait pas d'ajouter, aux six membres qui, d'après le projet de loi, doivent composer la commission administrative de l'orphelinat, un septième membre qui serait un médecin choisi par l'Académie de médecine.

Je n'ai pas d'objection de principe à opposer à cette idée à condition toutefois que l'Académie de médecine n'ait que le droit de présenter une liste de candidats parmi lesquels le Roi désignera le titulaire.

Je ne crois pas, cependant, que la présence d'un médecin au sein de la Commission s'impose, on n'en voit pas bien l'utilité pour l'administration de l'établissement et la gestion de ses biens. Au surplus, un médecin sera attaché à l'orphelinat. Il sera appelé à faire, en toute connaissance de cause, les observations et les propositions qu'il jugera nécessaires, et la commission pourra toujours le consulter. Il est peu probable que le médecin membre de la Commission, à moins que l'on ne choisisse un spécialiste, ait une compétence plus grande que l'homme de l'art qui donnera ses soins aux enfants.

Les cas particuliers dans lesquels les conseils du médecin de l'établissement pourront sembler insuffisants seront assez rares. Il est du reste à remarquer que le projet de construction de l'orphelinat sera soumis à l'examen du conseil supérieur d'hygiène et que si, dans la suite, la commission administrative avait besoin d'être éclairée au sujet de l'une ou l'autre question d'hygiène intéressant l'établissement, il lui serait loisible de consulter la Commission médicale provinciale. Pour ces motifs, la désignation d'un membre médecin ne me paraît pas présenter d'utilité réelle. Elle donnerait lieu d'autre part à un accroissement de dépenses.

J'ai l'honneur de vous transmettre, pour être communiquée à la Commission parlementaire, une expédition du testament de M. Denamur.

Agréez, Monsieur le Rapporteur, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre de la Justice,

H. CARTON DE WIART.

A la suite de ces renseignements, la Commission vous propose certains amendements qui seront exposés dans la partie du rapport relative à la discussion des articles.

DISCUSSION DES ARTICLES.

ART. 1.

Ainsi que l'exposé des motifs l'indique, il est une partie des intentions de M. Denamur que notre législation ne permet pas de remplir. Telles sont

celles qui tendent à élargir le champ d'action des autorités communales en ce qui concerne la bienfaisance publique. Leur champ d'action est limité à la commune. Mais votre commission a estimé équitable, toutes les fois qu'elle le pouvait, de donner satisfaction aux vœux du testateur. C'est pourquoi elle vous propose, à l'unanimité, de donner à l'institution nouvelle le nom même que le testateur avait choisi et d'ajouter, en conséquence, le paragraphe suivant :

ARTICLE PREMIER.

Ajouter à cet article ce qui suit :

Cet établissement portera le nom : Orphelinat Saint Joseph; Fondation Joseph Denamur.

ARTIKEL 1.

Aan dit artikel toe te voegen :

Deze instelling zal worden genoemd : « Sint-Jozefswaeshuis »; Stichting Jozef Denamur. »

ART. 3.

Dans son testament, M. Denamur instituait un comité de direction qui devait fonctionner « avec la coopération, s'il y a lieu et en tout cas, sous la haute direction des autorités compétentes ». La présente loi détermine quelles sont les autorités compétentes. Elle en remet la désignation au Roi puisqu'il s'agit d'une institution nationale, mais elle entend que les bénéficiaires du legs — les administrations des chemins de fer, postes, télégraphes et marine d'une part; les provinces de Namur et de Brabant d'autre part — soient représentés dans la commission d'administration. M. Denamur aurait voulu que sa famille y fût également représentée.

Nous avons estimé que le législateur en y acquiesçant rendrait un légitime hommage à la générosité du testateur.

Nous avons donc l'honneur de vous proposer d'ajouter à l'article 3 l'amendement suivant :

ART. 3.

Ajouter à cet article un 6° ainsi conçu :

6° L'un des neveux de feu M. Gillain-Joseph Denamur, directeur de service retraité aux chemins de fer de l'État, ou l'un des descendants de ceux-ci.

ART. 3.

Aan dit artikel een n° 6° toe te voegen, luidende :

6° Een der neven van wijlen den heer Gillain-Jozef Denamur, gepensionneerd dienstbestuurder bij Staats-spoorwegen, of een hunner afstammelingen.

ART. 9.

Un membre de votre commission estime que ce projet est sans doute un premier pas dans une voie nouvelle. Il ne voit d'ailleurs aucun inconvénient à ce que le législateur dote de la personnification civile d'autres établissements de bienfaisance sous la condition toutefois de publier complètement

l'état de leur fortune. Pour réaliser cette pensée qui n'a d'ailleurs pas rencontré de contradiction, il a proposé que les budgets et les comptes ainsi que l'inventaire soient publiés au *Moniteur*.

On lui a observé que l'article 9 du projet soumettait déjà les comptes à l'avis de deux députations permanentes et à l'approbation du Ministre de la justice, que la publicité semblait donc suffisamment assurée. Sur son insistance, la majorité, tout en estimant que cette publication n'aurait probablement d'autre résultat que d'augmenter, légèrement d'ailleurs, la papeterie officielle, a accepté l'amendement qui s'inspire de la crainte d'une main-morte occulte. Elle vous propose d'ajouter au texte du projet :

ART. 9.

Ajouter à cet article un alinéa ainsi conçu :

Ils sont publiés annuellement au Moniteur avec l'inventaire des immeubles et des valeurs mobilières autres que les meubles meublants dont l'institution serait propriétaire.

ART. 9.

Aan dit artikel een lid toe te voegen, luidende :

Zij worden jaarlijks in het Staatsblad afgekondigd, met den inventaris der onroerende goederen en der roerende waarden andere dan het stoffeerend huisraad, door de instelling in eigendom bezeten.

ART. 16.

Le testateur dispose que la moitié des pensionnaires de son orphelinat seront des orphelins indigents de la province de Namur et du canton de Perwez; la moitié, des orphelins des agents subalternes indigents du département des chemins de fer, postes, télégraphes et marine.

Comme la présente loi crée un établissement qui sera apte à recevoir d'autres libéralités que celle de M. Denamur, auquel, par exemple, l'Etat lui-même pourra attribuer des dotations, il a paru impossible à votre commission de maintenir une proportion qui ne répondrait peut-être pas aux intentions des donateurs éventuels. Mais il lui a paru équitable de remplir les intentions de M. Denamur dans les limites de son legs. Déduction faite du prix de la construction et de l'ameublement, la commission estime que le capital laissé permettra d'entretenir une centaine d'enfants. Elle vous propose l'amendement suivant :

ART. 16.

Ajouter à cet article ce qui suit :

Le nombre des orphelins de la province de Namur et du canton de Perwez ne peut être inférieur à cinquante.

ART. 16.

Aan dit artikel het volgende te voegen :

Het getal weezen uit de provincie Namen en uit het kanton Perwez mag niet minder zijn dan vijftig.

ART. 18.

Votre Commission vous propose d'insérer dans le texte de la loi la réponse que M. le Ministre de la Justice a faite à l'une des questions et de rédiger l'article 18 comme suit :

ART. 18.

Rédiger cet article comme il suit :

Les dispositions nécessaires pour garantir la liberté de conscience des enfants et le mode suivant lequel la commission exerce ses attributions sont réglés par arrêté royal.

ART. 18.

Dit artikel te doen luiden als volgt :

De bepalingen, vereischt tot waarborging van de gewetensvrijheid der kinderen en de wijze waarop de Commissie hare bevoegdheden uitoefent, worden bij koninklijk besluit geregeld.

Le projet ainsi amendé a été voté par l'unanimité des membres de votre commission moins un.

Le Rapporteur,

A. MÉLOT.

Le Président,

E. DE LALIEUX.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 30 JULI 1913.

Ontwerp van wet tot oprichting van een gesticht voor behoeftige mannelijke weezen van mindere Staatsbedienden en voor behoeftige weesjongens uit de provincie Namen en het kanton Perwez (Brabant) (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER MELOT.

ALGEMEENE TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De redenen waarom dit wetsontwerp is ingediend, werden ten overvloede opgegeven door de Regeering.

Een hoofdamtenaar bij het Ministerie van Spoorwegen, de heer Denamur, overleden op 8 Juli 1908, droeg aan zijn algemeen legataris op, aan den Staat en aan de provinciën Namen en Brabant twee derden van zijne roerende goederen, zijnde een kapitaal van nagegoeg zestienhonderd duizend frank te overhandigen. Dit legaat werd gedaan om tot stand te brengen een weeshuis voor de weezen der mindere behoeftige bedienden bij het departement van spoorwegen, posten, telegraphen en zeewezen, alsmede voor de behoeftige weesjongens uit de provincie Namen en het kanton Perwez.

Daar de openbare dienst van de weldadigheid niet is toevertrouwd aan den Staat noch aan de provinciën, doch ingericht per gemeente; daar, anderzijds, de commissiën der godshuizen geene andere bevoegdheid bezitten dan voor den dienst van hospitalisatie in de gemeenten waar zij bestaan, volgt daaruit dat de Staat, de provincie, noch om 't even welke gemeente, zooals onze wetgeving thans bestaat, het legaat van den heer Denamur kunnen aanvaarden.

In gemeen overleg met den algemeen legataris, den heer Wittman, vond de Regeering eene voordeelige oplossing, haar ongetwijfeld ingegeven door de woorden van Rogier in den Senaat, op 24 Mei 1859, tijdens de behandeling van de gemeentewet.

De Regeering stelt u voor, tot stand te brengen eene bijzondere instelling,

(1) Wetsontwerp, n° 259.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer de Lalieux, bestond uit de heeren De Bue, Giroul, Mabilie, Melot, Royer, Vandepierre, Visart de Bocarmé, Warocqué.

die bevoegd zou zijn het legaat van den heer Denamur te aanvaarden en aan deze instelling rechtspersoonlijkheid te verleenen.

Rogier's redevoering, in de memorie van toelichting overgedrukt, is, als 't ware bij voorbaat, de rechtvaardiging van dit ontwerp.

Met eenparige stemmen min één, hechtte de Commissie hare goedkeuring aan het beginsel.

* * *

Tijdens hare werkzaamheden, is bij de Commissie ingekomen een bezwaarschrift van de drie zusters van den afgestorvene, zijne wettige erfgenamen.

De ondertekenaarsters geven te kennen, dat zij in weinig welstellenden, ja, benepen toestand verkeerden en familielast dragen; dat haar gedrag en achtbaarheid boven alle verwijt staan en dat zij, in den loop van 1909, de Regeering hadden gevraagd om de legaten, aan de openbare machten gedaan, te haren bate te verminderen. Dit verzoekschrift bleef zonder gevolg. Thans, dat het legaat vervalt omdat geen burgerlijk persoon bevoegd is het te ontvangen, wendden zij zich tot het Parlement en inzonderheid tot de Commissie, met verzoek het eindonderzoek van het ontwerp te verdagen tot na de beslissing van het bestuur.

Uwe Commissie is van oordeel, dat zij deze vraag niet kan inwilligen. De Regeering stelt de Kamer eene wet voor, niet om de schenking van den heer Denamur te aanvaarden of van de hand te wijzen, doch eenvoudig om eene instelling tot stand te brengen, bevoegd de gift aan te nemen.

't Is de Commissie, belast met het bestuur van de nieuwe instelling, die, na advies van de bestendige deputatiën van Namen en Brabant, en behoudens goedkeuring door den Koning, zal oordeelen of zij het vermaakte kapitaal aanvaardt. (Art. 3 van het wetsontwerp.)

Er valt overigens op te merken, dat de ondertekenaarsters van het verzoekschrift door den erflater zelven uitdrukkelijk zijn uitgesloten van de nalatenschap. Zijn testament luidt : « Van mijne nalatenschap sluit ik uit » drukkeliik uit, al mijne wettelijke erfgenamen, niet vernoemd in deze » — wat het geval is met de ondertekenaarsters — « alsmede al degenen van » mijne erfgenamen en legatarissen die, door zich te beroepen op het » bestuur of op het gerecht, zouden trachten zich te verzetten tegen de » volstrekke uitoefening van dit mijn testament ».

Over de geldigheid van de aanstelling zelve van den heer Wittman als « algemeen legataris », van welke aanstelling de verzoeksters terloops gewagen, zonder ze evenwel te betwisten, zullen, bij voorkomend geval, de rechtbanken moeten beslissen, vermits de onderhavige wet dit punt niet hoeft te beslechten.

* * *

Uwe Commissie vroeg den Minister van Justitie zekere inlichtingen, welke haar dadelijk werden verstrekt door onderstaanden brief :

Brussel, 16 Juni 1913.

*Den heer Melot, Lid van de Kamer der Volksvertegenwoordigers,
te Brussel.*

MIJNHEER DE VERSLAGGEVER,

Ik heb de eer u te antwoorden op de vraag om inlichtingen, mij door u toegestuurd namens de Commissie belast met het onderzoek van het ontwerp van wet tot oprichting van een gesticht voor de behoeftige weezen van mindere Staatsbedienden en voor de weezen uit de provincie Namen en het kanton Perwez.

De kinderen, om 't even tot welken godsdienst zij behooren, zullen in het weeshuis worden opgenomen zonder onderscheid. Naar luid van artikel 18 van 't wetsontwerp, heeft de Regeering de noodige beschikkingen te nemen opdat hunne gewetensvrijheid worde gewaarborgd. Het is echter onmogelijk van stonden aan te bepalen welke maatregelen dienen genomen te worden; mijn departement zal ze bestudeeren en tevens nagaan op welke wijze de Commissie hare bevoegdheid zal uitoefenen.

De Commissie verlangt te weten wat men dient te verstaan door « mindere Staatsbedienden ».

Deze uitdrukking is van toepassing op de lagere bedienden, met uitsluiting van de klerken.

Daar het weeshuis wordt gesticht met het geld van de nalatenschap Denamur, kan het feitelijk, zoo het geene andere giften ontvangt, behalve weezen uit de provincie Namen en uit het kanton Perwez, geene andere weezen opnemen dan die van mindere bedienden van het departement van spoorwegen en van dit van posterijen, telegraphen en zeewezen.

In deze klasse worden door het spoorwegbestuur gerangschikt de bedienden van lagere graad, die geene hogere jaarwedde dan 2,000 frank trekken, met name de spoorwegarbeiders, de machinisten en de stokers, de wachters, de goederenbeambten, de boodschappers, de aangestelden, enz. De uitdrukking « mindere bedienden » is niet van toepassing op beambten, zelfs indien hunne jaarwedde 2,000 frank niet bereikt.

Het bestuur van posterijen, telegraphen en zeewezen hecht dezelfde betekenis aan de uitdrukking : « mindere bedienden ».

Toen hij beschikte ten bate van de weezen der « behoeftige mindere bedienden bij het departement van spoorwegen, posterijen, telegraphen en zeewezen, » kon de heer Denamur slechts bedoelen diegenen welke, volgens het bestuur waartoe hij had behoord, worden beschouwd als behorende tot de klasse van mindere bedienden.

Het ware moeilijk en, volgens mij, weinig nuttig te bepalen op welke klassen van agenten der verschillende Staatsdiensten de benaming van mindere bedienden kan worden toegepast. De Minister, wien het krachtens

artikel 15 van het ontwerp behoort te beslissen over de toelating van de weezen, zal, in ieder geval, rekening gehouden met de gebruiken of de regelen, gevolgd door het bestuur, waartoe de vader van den voorgedragen wees behoorde, oordeelen of deze bediende al dan niet kan worden beschouwd als mindere bediende.

De Commissie heeft zich afgevraagd of het niet raadzaam ware de zes leden, die volgens het wetsontwerp den beheerraad van het weeshuis moeten uitmaken, een zevenden bestuurslid toe te voegen, zijnde een geneesheer, gekozen door de Academie van geneeskunde.

In beginsel heb ik geen bezwaar tegen dit denkbeeld, op voorwaarde nochtans dat de Academie van geneeskunde enkel het recht zou bezitten eene lijst van kandidaten voor te dragen, waaruit de Koning den titularis zal benoemen.

Echter denk ik niet, dat de aanwezigheid van een geneesheer in de Commissie volstrekt noodig is; het nut daarvan blijkt niet genoeg én voor het bestuur van het gesticht én voor het beheer van zijne goederen. Overigens zal een geneesheer verbonden zijn aan het weeshuis. Hij zal, met volle kennis van zaken, de door hem nuttig geoordeelde opmerkingen en voorstellen kunnen doen en de Commissie kan hem te allen tijde raadplegen. 't Is niet heel waarschijnlijk dat de geneesheer, lid zijnde van de Commissie — ten ware men een specialist nam — grootere bevoegdheid zou hebben dan hij die de kinderen verpleegt.

Er zullen zich weinig bijzondere gevallen voordoen, waarin de raadgevingen van den geneesheer van 't gesticht ontoereikend zullen schijnen. Overigens valt er op te merken, dat het ontwerp tot oprichting van het weeshuis zal onderzocht worden door den Hoogeren Raad voor de openbare gezondheid. Dient de Commissie naderhand te worden ingelicht over een of ander punt van gezondheidsbelang voor het gesticht, dan kan zij de geneeskundige provinciale Commissie raadpleegen. Om deze redenen schijnt de aanstelling van een geneesheer mij geen werkelijk nut op te leveren. Anderdeels, zou zij leiden tot meerdere kosten.

Ik heb de eer u, ter mededeeling aan de parlementaire Commissie, over te maken een afschrift van het testament des heeren Denamur.

Gelief, Mijnheer de Verslaggever, de uitdrukking van mijne hoogachting te aanvaarden.

De Minister van Justitie,

H. CARTON DE WIART.

Ten gevolge van deze inlichtingen, stelt de Commissie u enkele amendementen voor; zij worden toegelicht in het gedeelte van het verslag betreffende de beraadslaging over de artikelen.

BERAADSLAGING OVER DE ARTIKELEN.

ART. 1.

Zooals is gezegd in de memorie van toelichting, is er een gedeelte van de inzichten des heeren Denamur, welke onze wetgeving niet veroorlooft te

vervullen. 't Zijn die welke strekken om den werkkring van de gemeentebesturen uit te breiden in zaken van openbare weldadigheid. Hun werkkring is beperkt tot de gemeente. Doch uwe commissie achtte dat het billijk was gevolg te geven aan de wenschen van den erflater. Daarom stelt zij u eenparig voor, aan het nieuw gesticht den naam te geven, welken de erflater had gekozen. Derhalve stelt zij voor, de volgende paragraaf toe te voegen aan artikel 1 :

ARTICLE PREMIER.

Ajouter à cet article ce qui suit :

Cet établissement portera le nom : Orphelinat Saint Joseph; Fondation Joseph Denamur.

ARTIKEL 1.

Aan dit artikel toe te voegen :

Deze instelling zal worden genoemd : « Sint-Jozefsweeshuis » ; Stichting Jozef Denamur. »

ART. 3.

In zijn testament wordt door den heer Denamur ingesteld een bestuurscomiteit, dat moest handelen met medewerking; zoo daartoe aanleiding bestaat en in elk geval onder de hooge leiding van de betrokken overheden. Deze wet duidt aan welke die betrokken overheden zijn. De aanwijzing draagt zij den Koning op, vermits het eene nationale instelling geldt; doch zij wil dat zij die de weldaad van het legaat genieten — de besturen van spoorwegen, posterijen, telegrafen en zeewezen, eensdeels, de provincien Namen en Brabant, anderdeels — in de bestuurscommissie vertegenwoordigd zijn. Ook zijne familie wilde de heer Denamur daarin vertegenwoordigd zien.

Ons oordeel was, dat, zoo de wetgever dit inwilligde, hij eene verdiende hulde zou brengen aan den milden schenker.

Derhalve hebben wij de eer u voor te stellen, aan artikel 5 onderstaande bepaling toe te brengen :

ART. 5.

Ajouter à cet article un 6^e ainsi conçu :

6^e L'un des neveux de feu M. Gillain-Joseph Denamur, directeur de service retraité aux chemins de fer de l'Etat, ou l'un des descendants de ceux-ci.

ART. 3.

Aan dit artikel een n^r 6^e toe te voegen, luidende :

6^e Een der neven van wijlen den heer Gillain-Jozef Denamur, gepensionneerd dienstbestuurder bij Staats-spoorwegen, of een hunner afstammelingen.

ART. 9.

Een lid van uwe Commissie is van oordeel, dat dit ontwerp ongetwijfeld een eerste stap op eene nieuwe baan is. Hij heeft er overigens niet het minste

bezwaar tegen, dat de wetgever rechtspersoonlijkheid toekenne aan andere instellingen van weldadigheid, op voorwaarde dat zij den staat van hun vermogen ten volle bekendmaken. Ten einde dit overigens niet bestreden denkbeeld te verwezenlijken, stelde hij voor, dat de begrootingen en rekeningen, alsmede de inventaris zouden afgekondigd worden in het *Staatsblad*.

Daartegen werd ingebracht, dat artikel 9 van het ontwerp de rekeningen reeds doet onderwerpen aan het advies van twee bestendige deputatiën en aan de goedkeuring door den Minister van Justitie, zoodat de bekendmaking genoegzaam verzekerd is. Daar hij aandrong, heeft de Commissie, die evenwel oordeelde dat deze bekendmaking waarschijnlijk geen ander gevolg zou hebben dan een weinig meer nutteloos ambtelijk geschrijf, het amendement, dat uitgaat van de vrees voor eene bedekte doode hand, aangenomen. Zij stelt u voor, aan den tekst van het ontwerp het volgende toe te voegen :

ART. 9.

Ajouter à cet article un alinéa ainsi conçu :

Ils sont publiés annuellement au Moniteur avec l'inventaire des immeubles et des valeurs mobilières autres que les meubles meublants dont l'institution serait propriétaire.

ART. 9.

Aan dit artikel een lid toe te voegen, luidende :

Zij worden jaarlijks in het Staatsblad afgekondigd, met den inventaris der onroerende goederen en der roerende waarden andere dan het stoffearend huisraad, door de instelling in eigendom bezeten.

ART. 16.

De erflater beschikt, dat de helft van degenen, die in zijn weeshuis worden opgenomen zullen zijn behoeftige weezen uit de provincie Namen en uit het kanton Perwez; de helft, weezen van behoeftige mindere bedienden bij het departement van spoorwegen, posterijen, telegraphen en zee-wezen.

Vermits bij deze wet wordt ingesteld een gesticht dat andere giften kan ontvangen dan die van den heer Denamur, waaraan bij voorbeeld de Staat zelf giften kan doen, scheen het uwe commissie onmogelijk toe eene verhouding te handhaven welke wellicht niet zou strooken met de inzichten van de mogelijke schenkers. Doch het scheen haar billijk de inzichten van den heer Denamur te verwezenlijken binnen de palen van zijn legaat. Na aftrek van den prijs van het gebouw en van de meubelen, schat de commissie dat het overblijvend kapitaal zal veroorloven een honderdtal kinderen in het gesticht op te nemen. Zij stelt u het volgend amendement voor:

ART. 16.

Ajouter à cet article ce qui suit :

Le nombre des orphelins de la

ART. 16.

Aan dit artikel het volgende toe te voegen :

Het getal weezen uit de provincie

province de Namur et du canton de Perwez ne peut être inférieur à cinquante.

Namen en uit het kanton Perwez mag niet minder zijn dan vijftig.

ART. 18.

Uwe Commissie stelt u voor, in den tekst van de wet het antwoord van den Minister van Justitie op eene der vragen op te nemen en artikel 18 te doen luiden als volgt :

ART. 18.

Rédiger cet article comme il suit :

Les dispositions nécessaires pour garantir la liberté de conscience des enfants et le mode suivant lequel la commission exerce ses attributions sont réglées par arrêté royal.

ART. 18.

Dit artikel te doen luiden als volgt :

De bepalingen, vereischt tot waarborging van de gewetensvrijheid der kinderen en de wijze waarop de Commissie hare bevoegdheden uitoefent, worden bij koninklijk besluit geregeld.

Aldus gewijzigd, werd het ontwerp door uwe commissie aangenomen met eenparige stemmen min eene.

De Verslaggever,

A. MELOT.

De Voorzitter,

E. DE LALIEUX.

